SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
VENDREDI 7 DÉCEMBRE 2018
ORDRE DU JOUR

BUDGET / FINANCES

Question n°1 – **APPROBATION DE LA DÉCISION MODIFICATIVE N°3 DU BUDGET PRINCIPAL**
Rapporteur : M. Eric LANNOY

Le conseil municipal est amené à approuver la décision modificative n°3 du budget principal 2018, jointe en annexe, destinée à procéder à des ajustements de crédits en fonctionnement et en investissement.

Question n°2 – **ANNULATION DE LA DÉLIBÉRATION N°54 DU 3 OCTOBRE 2018**
APPROBATION D'UNE CONVENTION ARRÊTANT LES MODALITÉS DE VERSEMENT D'UN FONDS DE CONCOURS AU SYNDICAT D'ELECTRIFICATION VAUCLUSIEN
Rapporteur : M. Louis DRIEY

Annule et remplace la délibération n°54 du 3 octobre 2018.

Le Conseil municipal est amené à approuver dans les conditions prévues à l'article L. 5212-26 du Code Général des Collectivités Locales, la convention de fonds de concours, (jointe en annexe) pour la réalisation de la mise en souterrain des réseaux basse tension, avenue Saint Louis route d'Uchaux.

Ces travaux seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage du SEV.

La commune versera un fonds de concours correspondant à 50% du coût prévisionnel H.T des travaux.

Le montant des travaux est estimé à 90 000 € HT.

La commune sera amenée à verser 10 000 € à l'engagement des travaux, et le solde, soit 35 000 € à l'achèvement de ceux-ci.

Question n°3 – **ANNULATION DE L'INDEMNITÉ ALLOUÉE À MME FINCK TRÉSORIÈRE PRINCIPALE**
Rapporteur : M. Louis DRIEY

Par délibération n°29 du 11 avril dernier, le Conseil municipal a approuvé le versement d'une indemnité à Mme Catherine FINCK qui a occupé les fonctions de Trésorière Principale à la Trésorerie d'ORANGE en remplacement de M. LAURES en attendant la nomination de M. Jean-Marc BRUNEL.

Cette indemnité devait être allouée au prorata du nombre du jours passés à ce poste, soit 150 jours du 1^{er} avril au 31 août 2018.

Devant les désaccords survenus entre la commune et Mme FINCK durant cette période, le Conseil municipal est amené à approuver la décision visant à annuler purement et simplement le versement de cette indemnité.

AFFAIRES
D'URBANISME

Question n°4 – **DÉBAT SUR LE PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE PADD DE LA COMMUNE**
Rapporteur : M. Louis DRIEY

Par délibération n°119 du 13 octobre 2014, le Conseil municipal a approuvé le lancement d'une modification générale du PLU.

Dans le cadre de cette révision, le conseil municipal est amené à débattre du Projet d'Aménagement et de Développement Durable de la commune, joint en annexe.

Cette délibération ne fait pas l'objet d'un vote, mais permet d'établir un compte rendu, joint en annexe, des débats qui ont été menés .

Question n°5 – SIGNATURE D'UNE CONVENTION PUP (PROJET URBAIN PARTENARIAL)

Rapporteur : Mme Françoise GRANDMOUGIN

En vertu de l'article L 332-11-3 du code de l'urbanisme, la commune peut mettre à la charge d'un aménageur le paiement d'équipements publics nécessaires à la réalisation de son opération. Le PUP (projet urbain partenarial) est donc un moyen pour la Commune de mettre à la charge des personnes privées le coût des équipements publics.

La présente convention de projet urbain partenariat a pour objet la prise en charge financière des équipements publics dont la réalisation par la Commune de Piolenc est rendue nécessaire par l'opération de construction d'un lotissement de 15 lots individuels (opération dénommée cœur de Provence) et sises Chemin de l'Etang, sur les parcelles section AB n°176, 177 et 178.

Il s'agit ici des travaux d'extension du réseau ENEDIS d'une longueur estimée de 460 mètres.

Le coût estimé des travaux mentionnés ci-dessus est de 57 510,07 € HT.

Le Société SARL Eric Mey Promotion immobilière représentée par M. Guillaume EYMERIC s'engage à verser à la Commune la fraction du coût des équipements publics nécessaires aux besoins futurs des habitants.

Cette fraction est fixée à 100% du coût total des équipements.

Le Conseil municipal est amené à approuver la convention de PUP, jointe en annexe, et à autoriser M. le Maire à la signer.

**AFFAIRES FONCIÈRES
ET PATRIMONIALES**

Question n°6 – MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N° 31 APPROUVANT LA VENTE D'UNE PARCELLE DE TERRAIN SISE IMPASSE DES QUEYRONS

Rapporteur : Mme Françoise GRANDMOUGIN

Par délibération n°31 du 5 juin dernier, le Conseil municipal a approuvé la vente d'une parcelle référencée au cadastre BD n°272 pour 717m².

Il convient de préciser que la parcelle BD n°272 était d'une superficie totale de 1784m² .

Après division de cette parcelle par le cabinet Courbi, la parcelle d'une superficie de 717m² porte la référence cadastrale BD n°345,

La délibération porte uniquement sur le changement de la référence cadastrale, le reste est inchangé.

Question n°7 – ACHAT À L'EURO SYMBOLIQUE D'UNE PARCELLE DE TERRAIN APPARTENANT À M. ET MME CHRISTOPHE THOMAS

Rapporteur : Mme Françoise GRANDMOUGIN

Dans le cadre des travaux de réhabilitation en cours de réalisation avenue Saint Louis, le Conseil municipal est amené à approuver l'achat à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain, référencée au cadastre AC n°264 d'une superficie de 10m² (plan joint en annexe), appartenant à Mme et M. Christophe THOMAS

En effet, cette acquisition permet l'alignement de l'emprise de l'avenue Saint Louis. Le Conseil municipal est amené à autoriser M. le Maire à signer et à authentifier l'acte d'acquisition en la forme administrative, étant entendu que les frais éventuels de publication seront à la charge de l'acquéreur

Question n°8 – ACHAT À L'EURO SYMBOLIQUE D'UNE PARCELLE DE TERRAIN APPARTENANT À MME EDWIGE FAURE ET M. FLORENT FAURE

Rapporteur : Mme Françoise GRANDMOUGIN

Dans le cadre des travaux de réhabilitation en cours de réalisation avenue Saint Louis, le Conseil municipal est amené à approuver l'achat à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain, référencée au cadastre AC n°262 d'une superficie de 18m² (plan joint en annexe), appartenant à Mme Edwige MILLET Ep FAURE et M. Florent FAURE.

En effet, cette acquisition permet l'alignement de l'emprise de l'avenue Saint Louis. Le Conseil municipal est amené à autoriser M. le Maire à signer et à authentifier l'acte d'acquisition en la forme administrative, étant entendu que les frais éventuels de publication seront à la charge de l'acquéreur.

Question n°9 – INTÉGRATION DE PLUSIEURS PARCELLES DE TERRAIN SISES « AVENUE SAINT LOUIS » DANS LE DOMAINE PUBLIC DE LA COMMUNE

Rapporteur : Mme Françoise GRANDMOUGIN

Suite à l'acquisition de plusieurs parties de parcelles sises « avenue Saint Louis » permettant l'alignement de l'emprise de cette avenue, le Conseil municipal est amené à approuver l'intégration de ces parcelles dans le domaine public de la commune.

En effet, en application de l'article L.141-3 du Code de la Voirie Routière, le classement et le déclassement des voies communales sont prononcés par le conseil municipal.

La délibération est dispensée d'enquête publique préalable, sauf lorsque l'opération envisagée a pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie, ce qui n'est pas le cas présent.

Il est proposé au Conseil municipal de classer dans le domaine public les parties des parcelles suivantes :

Parcelle référencée au cadastre section AC n°264 d'une superficie de 10m²

Parcelle référencée au cadastre section AC n°262 d'une superficie de 18m²,

Soit un total de 28m².

Autorise M. le Maire à entreprendre les démarches nécessaires à cette affectation.

AFFAIRES GÉNÉRALES

Question n°10 – MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES AYGUES OUVÈZE EN PROVENCE

Rapporteur : M. Louis DRIEY

Le Conseil municipal est amené à se prononcer sur la délibération n°2018-081 prise lors du conseil communautaire du 27 septembre 2018, portant sur la modification des statuts, (joint en annexe).

Cette modification porte sur deux objets distincts.

- La compétence « électrification rurale », il est ainsi précisé que la communauté de communes est compétente pour : la maîtrise d'ouvrage des travaux d'électrification rurale sur le renforcement, l'extension et l'entretien des réseaux, ainsi que le contrôle de la distribution et de la qualité de l'électricité publique.
- La nouvelle adresse postale du siège de la communauté de communes. Le siège de la communauté de communes est désormais situé au 252, rue Gay Lussac, zone d'activité économique Jonquier et Morelles 84850 CAMARET SUR AIGUES.

Il est proposé au conseil municipal :

-d'approuver la nouvelle adresse de la communauté de commune;

-de refuser le transfert de la compétence « électrification rurale ».

En effet, par délibération n° 69 du 3 octobre 2018, le Conseil municipal a voté contre l'adhésion au SEV pour la compétence optionnelle éclairage public, option A.

Question n°11 – APPROBATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA RÉSERVE COMMUNALE DE SÉCURITÉ CIVILE DE PIOLENC

Rapporteur : M. Michel VIDAL

Par délibération n°62 du 3 octobre dernier, le Conseil municipal a approuvé la création de la réserve communale de Sécurité Civile.

Le Conseil municipal est amené aujourd'hui à approuver le règlement intérieur, joint en annexe, de cette réserve et à autoriser M. le Maire à le signer.

Question n°12 – APPROBATION DU RETRAIT DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE L'ENCLAVE DES PAPES-PAYS DE GRIGNAN DU SICEC (SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LA CONSTRUCTION ET L'EXPLOITATION D'UN CHENIL).

Rapporteur : M. Daniel SANTANGELO

Le Conseil municipal est amené à approuver le retrait des 9 communes formant la Communauté de communes de l'enclave des Papes-pays de Grignan du SICEC.

Question n°13 – APPROBATION DES NOUVEAUX STATUTS DU SICEC (SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LA CONSTRUCTION ET L'EXPLOITATION D'UN CHENIL).

Rapporteur : M. Daniel SANTANGELO

Le Conseil municipal est amené à approuver les nouveaux statuts, joints en annexe, et à autoriser M. le Maire à les signer.

Ces statuts prennent notamment en compte :

- le nouveau périmètre d'action du syndicat suite au retrait des communes composants la Communauté de communes de l'Enclave des Papes-pays de Grignan,
- la demande de la Mairie de Pierrelatte de libérer les locaux servant de siège social qu'elle avait mis à disposition du syndicat,
- la demande de la sous-préfecture de la Drôme de changer de dénomination sociale, la construction de la fourrière étant terminée depuis plusieurs années. Et la mission du syndicat étant uniquement la gestion de la fourrière animale.

Le syndicat portera dorénavant la dénomination suivante :

Syndicat Intercommunal de Fourrière Animalière S.I.F.A, son siège social est transféré au 185, chemin des agriculteurs – lieu-dit « les Tomples » 26700 Pierrelatte.

Question n°14 – RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE PÂTURAGE EN FORÊT DU PATY/APPROBATION

Rapporteur : M. Patrick PICHON

Depuis plusieurs années, Mme Véronique DURAND, éleveur de moutons bénéficie d'une concession de pâturage en forêt du Paty.

En effet, dans le cadre de l'aménagement global du massif forestier, Mme DURAND est autorisée à faire pâturer son troupeau en se conformant strictement aux exigences du cahier des charges et du suivi des parcelles forestières.

Le Conseil municipal est amené à approuver la convention, jointe en annexe, et à autoriser M. le Maire à la signer.

Question n°15 - CONVENTION RELATIVE A LA PARTICIPATION AUX FRAIS DE SCOLARITÉ DES ÉLÈVES DU CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET D'ART DRAMATIQUE D'ORANGE

Rapporteur : M. Roland ROTICCI.

Le Conseil municipal est amené à approuver et à autoriser M. le Maire à signer la convention relative à la participation de la commune aux frais de scolarité des élèves du conservatoire de musique et d'art dramatique d'Orange, jointe en annexe.

Les tarifs applicables à compter de la rentrée 2018-2019, pour la participation des communes conventionnées se montent à :

- 207 € pour le 1^{er} enfant,
- 207 € pour le 2^{ème} enfant,
- 183 € pour le 3^{ème} enfant,
- 93 € au-delà du 3^{ème} enfant et par enfant,
- 87 € jardin musical/éveil 1^{er} enfant,
- 69 € jardin musical/éveil 2^{ème} enfant,
- 42 € jardin musical/éveil 3^{ème} enfant,
- 21 € jardin musical/éveil au-delà du 3^{ème} enfant et par enfant

Cette convention suit la période scolaire et est reconductible chaque année au 1^{er} septembre par reconduction expresse.

La convention entrera en vigueur à compter de sa signature.

Question n°16 – DÉROGATION AU REPOS DOMINICAL LOI MACRON DU 6 AOÛT 2015.

Rapporteur : M. Louis DRIEY

L'article L.3132-26 du code du travail a été modifié par la loi dite MACRON du 6 août 2015.

Le Conseil municipal est amené à approuver la dérogation au repos dominical.

Il est proposé de déroger à ce repos 12 dimanches durant l'année 2019, ceci après sollicitation de l'avis de la Communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence, et en accord avec les salariés concernés.

PERSONNEL COMMUNAL

Question n°17 – CRÉATION D'UN EMPLOI D'AGENT NON TITULAIRE À TEMPS COMPLET POUR UN ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITÉ AU SEIN DES SERVICES MUNICIPAUX/APPROBATION

Rapporteur : Mme Brigitte MACHARD

Suite à la demande de mise en disponibilité d'un agent intervenant au sein du service de la crèche municipale, il convient de créer un emploi d'adjoint d'animation de 2^{ème} classe, non titulaire à temps complet exerçant les fonctions d'agent de crèche.

Cet emploi sera rémunéré sur la base de l'indice brut 347, majoré 325 de la grille indiciaire de la Fonction publique territoriale et affilié à l'IRCANTEC.

Cet agent sera recruté sur une période maximale de douze mois, en application de l'article 3 1° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée.

Il est précisé que la dépense inhérente à ce recrutement sera inscrite au budget primitif 2019, au chapitre 012 des dépenses de fonctionnement.